



# Justice Mondiale

Automne  
2007

## Des personnes invitées internationales inspirées ont participé à l'organisation



Petrus Mashishi, président du SAMWU prend la parole lors du rassemblement du SCFP sur la lutte contre la pauvreté à Toronto.

**NOS** quinze personnes invitées internationales ont fait bien plus que leur devoir lors du Congrès national qui a eu lieu du 15 au 19 octobre 2007. Ils ont participé et assisté activement aux événements du congrès.

Le premier jour, Peter Waldorff, le nouveau secrétaire général de l'Internationale des services publics, a pris la parole dans le cadre du congrès et a parlé de ses projets de rejoindre les groupes affiliés comme le SCFP dans le monde entier.

Petrus Mashishi, président du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux de l'Afrique du Sud, a pris la parole dans le cadre du rassemblement sur la lutte contre la pauvreté. Il a expliqué à la foule comment les services publics aident à parer à la pauvreté dans ce pays. D'autres personnes invitées, qui s'étaient jointes à la marche dans le cadre du rassemblement, l'ont applaudi.

Au début du congrès, Norma Stephenson, présidente d'UNISON, le

syndicat du secteur public du Royaume-Uni, a parlé au Caucus des femmes et a inspiré ce groupe avec son appui.

Une personne invitée de chaque pays a pris la parole dans le cadre d'un dîner international, apportant des mots d'encouragement puissants qui ont renforcé l'importance de la solidarité et de la justice mondiale. Chaque personne a également pris la parole lors du Forum sur la justice mondiale, mettant l'accent sur la privatisation, les droits de la personne et la solidarité internationale.

Les personnes invitées ont rencontré plusieurs personnes déléguées afin de discuter de préoccupations mutuelles. Dans un cas, la réunion est peut-être le début d'une campagne de recrutement. Les travailleuses et travailleurs universitaires ont parlé avec les personnes invitées d'Afrique du Sud, qui leur ont dit que le SCFP était le syndicat auquel il fallait se joindre si elles et ils étaient sérieux face à la question de la solidarité internationale.

Justice mondiale est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique et est disponible en ligne à [www.scfp.ca/globaljustice](http://www.scfp.ca/globaljustice). Faites parvenir vos suggestions à [rverzuh@cupe.ca](mailto:rverzuh@cupe.ca)

**SCFP**

## Oxfam et le SCFP unissent leurs forces pour lutter contre la pauvreté

**LA PLUS** vieille université du Canada a servi de toile de fond pour le lancement de la campagne d'Oxfam Canada et du SCFP intitulée « Les services publics pour tous combattent la pauvreté », à Halifax.

Les partisans d'Oxfam et les étudiantes et étudiants de l'Université du Collège King's ont porté des seaux d'eau de 10 litres autour du stationnement. Cette mesure symbolisait la lutte quotidienne à laquelle les femmes et les filles sont confrontées dans le monde entier alors qu'elles doivent parcourir jusqu'à six kilomètres à pied pour trouver de l'eau propre pour leurs familles et leurs collectivités.

Oxfam et le SCFP travaillent ensemble au Canada et dans le monde entier pour voir à ce que tout le monde ait accès aux droits de la personne fondamentaux comme une eau propre, des toilettes qui fonctionnent, des salles de classe avec des professeurs et des cliniques avec des infirmières afin d'assurer leur autonomie – particulièrement celle des femmes et des filles.

Pour en savoir plus au sujet de la campagne, veuillez aller à <http://www.oxfam.ca/what-we-do/campaigns/open-for-all-public-services-fight-poverty>.



## Les dirigeants du SCFP écrivent au président colombien

**LE SCFP** a écrit au président colombien, le D<sup>r</sup> Álvaro Uribe Vélez, pour protester contre l'enlèvement d'Andres Damian Florez Rodriguez et la torture qu'il a subie, et pour appuyer les exigences de SINALTRAINAL, le syndicat qui représente les travailleuses et travailleurs de l'usine d'embouteillage de Coca-Cola.

Tel que le président de SINALTRAINAL, Luis Javier Correa Suarez l'a mentionné, cet acte de terreur révèle que Coca-Cola a une politique qui lui permet de violer les droits de la personne. Cette violation contre un jeune étudiant collégial, le fils d'une personne à l'emploi de Coca-Cola qui dirige le syndicat, n'aurait pas été tolérée dans d'autres pays démocratiques.

« Nous sommes également préoccupés par les menaces constantes contre les autres syndicats, les mouvements sociaux de la base et les candidats du Polo Democratico Alternativo (PDA) », mentionnait la lettre signée par le président national Paul Moist et le secrétaire-trésorier national Claude Généreux.

Ils ont fait remarquer qu'un récent sondage du Conseil international des syndicats révèle qu'en 2006, la Colombie a été témoin du meurtre de plus de 75 syndicalistes.

Enregistrez votre protestation auprès de l'ambassade de la Colombie à Ottawa, par télécopieur au 613-230-4416, ou par courriel à [embajada@embajadacolombia.ca](mailto:embajada@embajadacolombia.ca). Copie au Sinaltrainal Internacional, [areainternacional@sinaltrainal.org](mailto:areainternacional@sinaltrainal.org).

## Derniers développements concernant le projet sud-africain

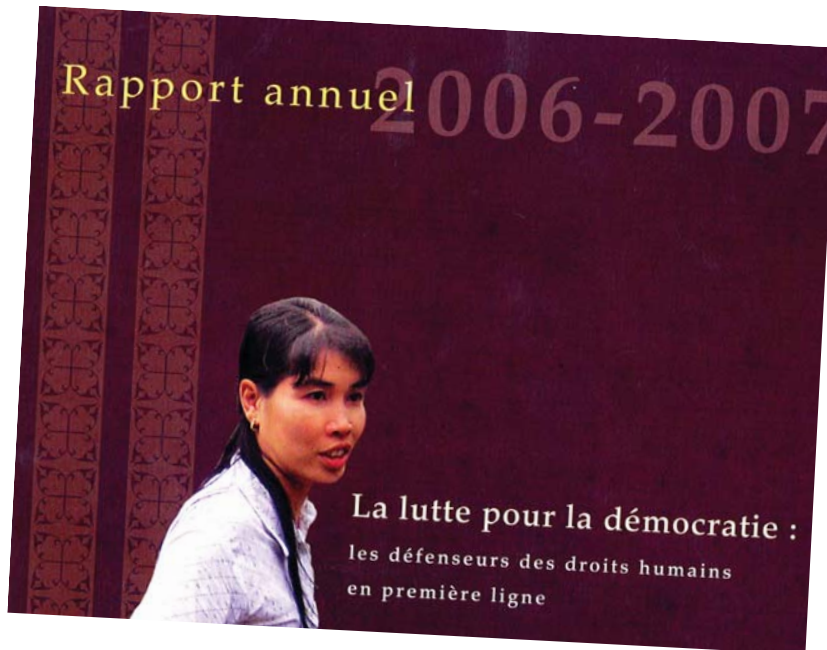
**LE SCFP** amorcera la troisième étape du projet pluriannuel avec le Syndicat des travailleurs municipaux de l'Afrique du Sud, au début 2008. Cette étape poursuit le travail de syndicalisation des travailleuses et suscite de nouvelles idées pour leur fournir des services.

« Nous sommes enthousiastes devant les nouvelles initiatives que ce projet suscitera dans notre relation continue avec le SAMWU », de dire Anthony Pizzino, directeur du Service de la recherche du SCFP, responsable du travail international du syndicat.

L'étape comporte un atelier national qui aura lieu au printemps prochain en Afrique du Sud. Les membres du personnel du SCFP et SAMWU discutent présentement du format et du contenu de l'atelier. « Il s'agit d'une collaboration exceptionnelle entre nos syndicats qui met bien à contribution l'expertise des membres du personnel », de dire Anthony Pizzino.

Le projet est financé conjointement par le Fonds pour la justice mondiale du SCFP et l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

# Un rapport fait l'éloge des femmes militantes et dénonce un pollueur péruvien



**LE RAPPORT** annuel 2006-2007 de Droits et Démocratie souligne que « alors que les femmes sont souvent sur la ligne de front pour la défense des droits, elles sont aussi souvent confrontées à l'intimidation, au harcèlement, aux menaces de mort, à la torture, aux mauvais traitements, notamment la violence sexuelle (viol) et les crimes sexuels ». Mais le rapport affirme aussi que « malgré tous ces obstacles, les femmes militantes contribuent de façon exceptionnelle à la promotion et à la défense des droits de la personne ».

Droits et Démocratie a également publié un rapport sur les résultats d'un projet de recherche qui s'est échelonné sur trois ans en Amérique latine. Parmi ses conclusions, le rapport révèle

que Doe Run Peru S.R.L., une entreprise qui a acheté un complexe métallurgique appartenant à l'État et situé à La Oroya dans les Andes péruviennes, produit ce que le rapport qualifie de « cocktail de polluants toxiques ».

En 2006, La Oroya a été nommée l'une des dix régions les plus polluées du monde, affirme le rapport. Les chercheurs ont découvert que « la façon dont le complexe est géré et le fait que l'État n'ait pas pris les mesures appropriées pour remédier à la situation ont eu un impact négatif sur la capacité de la population de La Oroya, en particulier les femmes, de jouir de leurs droits de la personne ».

Les deux rapports sont disponibles à [www.dd-rd.ca](http://www.dd-rd.ca).

## GATT, AGCS et maintenant AGSP

L'Accord général sur les services publics (AGSP) n'est pas encore une réalité, mais une alliance de consommateurs, de travailleuses, de travailleurs et de diverses organisations travaille dans la bonne direction.

Les partenaires de l'AGSP veulent une « responsabilité démocratique, de bons services et l'équité en matière d'emploi ». Le dépliant du groupe précise que l'AGSP exprime « les principes qui devraient guider les gouvernements locaux et nationaux à s'acquitter de leurs responsabilités dans les services publics, non seulement à l'égard de leurs citoyennes et citoyens, mais également à l'échelle internationale ».

Parmi les membres du groupe, il y a l'Internationale des services publics, à laquelle le SCFP est affilié, l'Internationale des consommateurs, One World Action, Public World et le Syndicat européen des services publics.

Pour plus de détails, faites parvenir un courriel à [gaps@gapscampaign.org](mailto:gaps@gapscampaign.org).

# La nouvelle trousse pour le Fonds pour la justice mondiale publiée



**UNE NOUVELLE** trousse pour le Fonds pour la justice mondiale du SCFP vient d'être publiée, fournissant des renseignements sur la façon, pour les sections locales, les divisions et les autres, de se joindre au Fonds afin d'appuyer le travail international du SCFP.

La trousse comporte un dépliant coloré qui explique les objectifs du

Fonds. Elle contient également un formulaire de contribution pour les sections locales et les personnes qui désirent l'utiliser pour faire un don. Quatre études de cas sur le travail en cours dans différentes parties du monde font également partie de la trousse.

À surveiller bientôt : un CD d'une présentation dynamique à

montrer lors de vos réunions et sessions éducatives.

Avec la nouvelle trousse, les membres du Comité national de la justice mondiale du SCFP solliciteront les sections locales, les conseils régionaux et les divisions et les encourageront à contribuer au fonds et à participer au travail du projet.

## L'orientation des enjeux mondiaux à l'avant-plan au congrès

**LE NOUVEAU** document d'Orientation stratégique adopté au congrès a ajouté un nouvel élément important – un nouvel élan pour le travail de solidarité mondiale.

C'est la première fois de l'histoire récente qu'un document d'orientation majeur se concentre si clairement sur les intentions et les buts du SCFP en ce qui concerne son programme international. On travaille déjà à la mise en œuvre de quelques-unes des suggestions, mais le processus de débat et d'acceptation du document donnera un nouvel élan au travail de solidarité internationale et

de justice mondiale.

Une résolution d'urgence appuyant les protestataires de la démocratie au Myanmar a également été adoptée. « Ces protestataires ont besoin et méritent notre appui et celui de tous les syndicalistes pour qui la démocratie est importante », de dire les dirigeants nationaux Paul Moist et Claude Généreux.

Après le congrès, le Syndicat des employés d'hôpitaux a demandé au premier ministre Stephen Harper de faire pression sur les entreprises canadiennes afin qu'elles cessent de faire affaire avec le Myanmar et de

fournir une liste de ces entreprises qui « enrichissent le régime militaire ».

Le rapport du Comité national de la justice mondiale a été bien accueilli par les personnes déléguées et il a été suivi par un débat au congrès sur les résolutions connexes couvrant plusieurs secteurs préoccupants.

Tel que mentionné dans le livre des résolutions, elles traitaient de l'américanisation du Canada, du commerce équitable, du VIH/SIDA, de l'immigration, de la solidarité internationale, du Darfour, de l'Afghanistan, de la paix, des accords commerciaux et de l'eau.